

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

06 FEV 2023

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2022

Le souci de transparence conduit la Direction Générale du Budget à publier trimestriellement le Rapport d'Exécution du Budget au plus tard trente jours après la fin du trimestre. C'est dans cet optique que le présent rapport est élaboré.

Ce rapport retrace et analyse les données sur les finances publiques en général, et fait le point sur l'exécution du budget en particulier.

Il est structuré autour des points suivants :

- Contexte d'élaboration du Collectif Budgétaire 2022 ;
- Exécution du budget à fin décembre 2022 ;
- Perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2022

i) L'environnement économique et les perspectives en 2022

Selon les perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI) du mois de juillet 2022, une reprise timide en 2021 a été suivie d'épisodes de plus en plus sombres en 2022 alors que des risques commençaient à se matérialiser. La production mondiale s'est contractée au deuxième trimestre de cette année, du fait de ralentissements de l'activité en Chine et en Russie tandis qu'aux États-Unis, les dépenses des ménages étaient inférieures aux attentes.

L'activité économique devrait fortement se contracter en Russie en raison des sanctions et des décisions de certains pays européens de réduire leurs importations. Les coûts économiques de la guerre devraient se faire sentir bien au-delà de la région, via les marchés de produits de base, les échanges commerciaux et, dans une moindre mesure les liens financiers.

D'après les prévisions de référence du FMI, la croissance devrait ralentir, passant de 6,1 % l'année dernière à 3,2 % en 2022, soit 0,4 point de pourcentage de moins que prévu dans l'édition d'avril 2022 des Perspectives de l'économie mondiale. Ce rythme de croissance devrait perdurer jusqu'en 2023-2024 dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine qui perturbe fortement l'activité.

L'inflation mondiale a été revue à la hausse du fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que des déséquilibres persistants de l'offre et de la demande. Elle devrait atteindre 6,6 % dans les pays avancés et 9,5 % dans les pays émergents et les pays en développement cette année.

Aux États-Unis, le taux de croissance serait de 3,7% en 2022.

En Europe, l'économie de la région devrait se contracter de 2,8% cette année, puis progresser de 1,5 % en 2023.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait ralentir à 3,8% en 2022, après une hausse de 4,5% en 2021. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est le principal facteur à l'origine de ce ralentissement, dont les effets se traduisent par des augmentations des cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse des prix. Ainsi, l'inflation devrait ressortir à

8,7% en 2022 dans les pays en développement, une situation qui affectera significativement le pouvoir d'achat des ménages, en particulier à faible revenu.

Dans la zone CEMAC, selon la note sur l'évolution de l'indice composite des activités économiques (ICAE) de la CEMAC au quatrième trimestre 2021 et perspectives à court et moyen termes de mars 2022, le taux de croissance réel de l'activité dans la zone CEMAC, en glissement annuel, devrait se hisser autour de 3,2% à fin 2022.

Au plan national, la reprise de l'activité économique se poursuit. Elle reflète l'amélioration de la situation sécuritaire et les efforts soutenus pour la sécurisation du corridor commercial Douala-Bangui qui, ont favorisé la reprise des activités économiques dans plusieurs secteurs au second semestre 2021. Le taux de croissance du PIB serait de 1,5% en 2022 contre 4,0% initialement prévu.

ii) **Les facteurs explicatifs de la mise en place du Collectif Budgétaire pour l'exercice 2022**

L'exécution budgétaire pour l'exercice 2022, s'effectue dans un contexte particulièrement difficile marqué par une très forte pression budgétaire caractérisée par la prise en charge des dépenses régaliennes d'une part, et de nombreuses sollicitations d'autre part dans une conjoncture peu favorable.

C'est dans ce contexte que les recettes domestiques ont été projetées à hauteur de 138 milliards de FCFA et les appuis budgétaires à 69,2 milliards de FCFA, correspondant à 50% des ressources propres de l'Etat. La mobilisation de ces deux sources de financement devrait permettre de prendre en charge les dépenses primaires qui se chiffrent à 195,9 milliards de FCFA.

Malheureusement, l'exécution budgétaire au cours des deux premiers mois de l'année fait ressortir un faible niveau de recouvrement des recettes domestiques avec un gap de 513 millions de FCFA déjà enregistré. Un environnement international particulièrement volatile avec l'escalade du conflit en Ukraine qui aurait des conséquences économiques dramatiques sur l'économie mondiale. A cela, s'ajoute l'incertitude autour du décaissement attendu des appuis budgétaires, constitue des facteurs importants qui ont pesé négativement sur l'exécution du budget de l'exercice 2022.

En dépit de cette situation, le Gouvernement doit prendre des mesures idoines pour respecter ses engagements pris dans le cadre du programme de référence tant en matière de recettes que de dépenses, afin de lui permettre de renouer à partir du second semestre de l'année avec le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) qui offre la possibilité de bénéficier de décaissements du Fonds Monétaire International (FMI).

Pour ce faire, les grandes masses du budget initial ont été revues à la baisse en ramenant les prévisions des recettes domestiques dans la limite de **121 milliards de FCFA** contre **138 milliards de FCFA** dans le budget initial ; le décaissement incertain des appuis initiaux ont été supprimés, laissant place au montant utilisé des Droits de Tirages Spéciaux (DTS). Les dépenses primaires doivent être revues à la baisse. C'est dans ce contexte que le Gouvernement a adopté une approche participative en impliquant directement les Chefs de Départements Ministériels dans le cadre des sessions d'immersion budgétaire. Ces sessions poursuivaient les objectifs suivants :

- a) analyser avec les Membres du Gouvernement le réalisme des crédits budgétaires alloués à leurs Départements respectifs ;
- b) toiler au besoin les crédits respectifs ; et
- c) prendre en compte leurs besoins prioritaires pour le reste de l'année.

Pour toutes ces raisons sus-évoquées, la mise en place d'un Collectif Budgétaire s'avère indispensable.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances Rectificative 2022.

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses du Collectif 2022 (en milliers de francs CFA)

| Libellés | Prévisions Loi de Finances 2022 |
|---------------------------------------|---------------------------------|
| RESSOURCES TOTALES | 255 268 936 |
| Ressources propres | 121 808 435 |
| Douanes | 54 250 000 |
| Impôts | 57 132 348 |
| Trésor | 10 426 087 |
| Ressources extérieures | 133 460 501 |
| Appuis budgétaires | 50 465 000 |
| Appuis projets | 82 995 501 |
| <i>Dons projets</i> | 75 717 501 |
| <i>Emprunts projets</i> | 7 278 000 |
| CHARGES | 280 919 440 |
| Dépenses primaires | 190 623 449 |
| Dépenses du Personnel | 82 880 963 |
| Dépenses de Biens et Services | 40 266 382 |
| Dépenses de Transferts et Subventions | 47 596 888 |
| Investissement sur ressources propres | 19 879 216 |
| Charges financières | 5 818 690 |
| Financements extérieurs | 82 995 501 |
| Autres Dépenses | 1 481 800 |
| Solde budgétaire | - 25 650 504 |

Source : LFR 2022

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

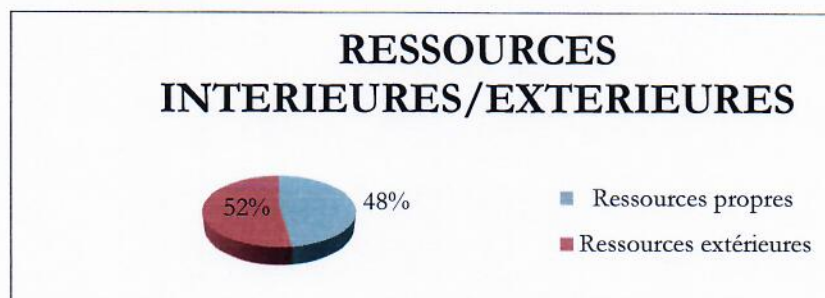
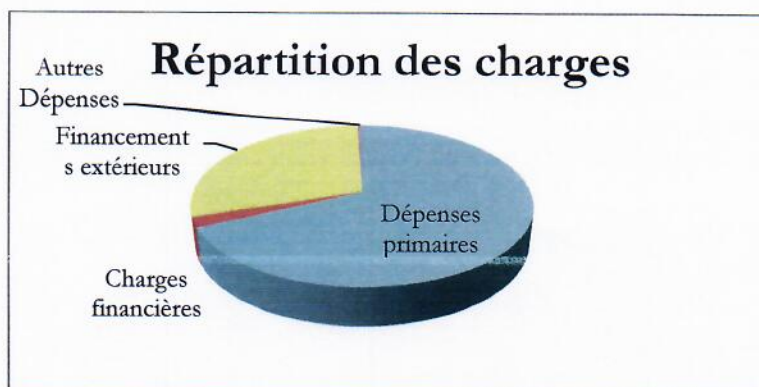


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2022

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2022 a été réalisée dans un contexte marqué par les conséquences de la guerre en Ukraine. Les effets de cette guerre se traduisent par les difficultés d'approvisionnement en produits de grandes consommations et par la pénurie du carburant.

Ainsi, les ressources mobilisées au 31 décembre 2022 s'élèvent à 265,23 milliards de francs CFA pour une prévision de 255,27 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 103,90%. En comparaison à la même période de l'année dernière, une baisse de 05,39% a été constatée.

Le niveau d'exécution des dépenses à fin décembre 2022 a atteint le montant de 233,26 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 280,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 83,03%. Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse de 3,48% a été observée.

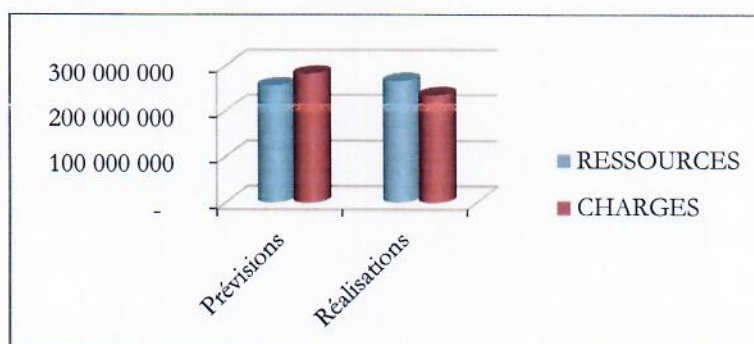
Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges.

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges au 1^{er} semestre 2022 (en milliers de francs CFA)

| | Réalisation à fin décembre 2021 | Prévision Collectif 2022 | Réalisation au 1 ^{er} semestre 2022 | Réalisation au 2 ^e semestre 2022 | Réalisation fin décembre 2022 | Taux de réalisation |
|---------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|--|---|-------------------------------|---------------------|
| RESSOURCES | 280 342 339 | 255 268 936 | 144 714 330 | 120 515 131 | 265 229 461 | 103,90% |
| Ressources intérieures | 228 077 000 | 121 808 435 | 73 815 000 | 95 993 000 | 169 808 000 | 139,41% |
| Ressources propres | 125 910 000 | 121 808 435 | 66 654 000 | 57 122 000 | 123 776 000 | 101,62% |
| Douanes | 58 800 000 | 54 250 000 | 29 641 000 | 20 632 000 | 50 273 000 | 92,67% |
| Impôts | 48 722 000 | 57 132 348 | 28 087 000 | 21 780 000 | 49 867 000 | 87,28% |
| Trésor | 18 388 000 | 10 426 087 | 8 926 000 | 14 710 000 | 23 636 000 | 226,70% |
| Emprunts | 102 167 000 | - | 7 161 000 | 38 871 000 | 46 032 000 | |
| <i>Bon du Trésor</i> | 48 614 000 | | 7 161 000 | 38 871 000 | 46 032 000 | |
| <i>FMI et autres</i> | 53 553 000 | | | | | |
| Ressources extérieures | 52 265 339 | 133 460 501 | 70 899 330 | 24 522 131 | 95 421 461 | 71,50% |
| Appuis budgétaires (DTS FMI) | | 50 465 000 | 50 465 000 | | 50 465 000 | 100,00% |
| Appuis projets | 52 265 339 | 82 995 501 | 20 434 330 | 24 522 131 | 44 956 461 | 54,17% |
| <i>Dons projets</i> | 48 890 455 | 75 717 501 | 20 434 330 | 22 381 754 | 42 816 084 | 56,55% |
| <i>Emprunts projets</i> | 3 374 884 | 7 278 000 | | 2 140 377 | 2 140 377 | 29,41% |
| CHARGES | 241 660 551 | 280 919 440 | 105 975 409 | 127 283 768 | 233 259 177 | 83,03% |
| Dépenses primaires | 188 984 375 | 190 623 449 | 85 541 079 | 86 892 287 | 186 833 366 | 98,01% |
| Personnel | 77 563 730 | 82 880 963 | 41 869 419 | 44 783 646 | 86 653 065 | 104,55% |
| Biens et Services | 52 514 991 | 40 266 382 | 20 788 000 | 20 189 811 | 40 977 811 | 101,77% |
| Transferts et subventions | 40 653 260 | 47 596 888 | 19 335 000 | 26 287 108 | 45 622 108 | 95,85% |
| Investissement sur ressources propres | 18 252 394 | 19 879 216 | 3 548 660 | 10 031 722 | 13 580 382 | 68,31% |
| Charges Financières | 410 837 | 5 818 690 | | | - | |
| Financements extérieurs | 52 265 339 | 82 995 501 | 20 434 330 | 24 522 131 | 44 956 461 | 54,17% |
| <i>Personnel</i> | | 7 645 755 | 1 154 273 | 2 274 440 | 3 428 713 | 44,84% |
| <i>Biens et Services</i> | | 302 286 | 989 709 | 4 077 713 | 5 067 422 | 1676,37% |
| <i>Investissements</i> | | 75 047 460 | 18 290 348 | 18 169 978 | 36 460 326 | 48,58% |
| Autres Dépenses | | 1 481 800 | | 1 469 350 | 1 469 350 | 99,16% |
| Solde budgétaire | 38 681 788 | - 25 650 504 | 38 738 921 | - 6 768 637 | 31 970 284 | |

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPC)

Figure 3 : Prévision et Réalisation des Ressources



II.1) Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts, du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale pour ce qui concerne les appuis projets.

II.1.1) Ressources intérieures

Sur une prévision annuelle de 121,81 milliards de francs CFA, les ressources intérieures au 31 décembre 2022 se chiffrent à hauteur de 169,81 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 139,41% justifié par l'absence de la prévision des emprunts. Ces ressources sont constituées des ressources propres (123,78 milliards de francs CFA) et des emprunts (46,03 milliards de francs CFA).

Cependant, malgré ce taux élevé de mobilisation, une baisse de 25,55% a été constatée en comparaison à l'exercice budgétaire de 2021 de la même période.

a) Ressources propres

A fin décembre 2022, les différentes régies ont mobilisé la somme de 123,78 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 121,81 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 101,62% ; ce qui est légèrement supérieur à la cible souhaitée. Toutefois, une légère baisse de 1,69% a été observée en comparaison à l'exercice 2021 de la même période.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées à fin décembre 2022.

Tableau n°3 : Etat de recouvrement des recettes propres au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA)

| | Réalisation à fin décembre 2021 | Prévision Collectif 2022 | Réalisation au 1er semestre 2022 | Réalisation au 2e semestre 2022 | Réalisation à fin décembre 2022 | Taux de réalisation |
|----------------|---------------------------------|--------------------------|----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------|
| Douanes | 58 800 000 | 54 250 000 | 29 641 000 | 20 632 000 | 50 273 000 | 92,67% |
| Impôts | 48 722 000 | 57 132 348 | 28 087 000 | 21 780 000 | 49 867 000 | 87,28% |
| Trésor | 18 388 000 | 10 426 087 | 8 926 000 | 14 710 000 | 23 636 000 | 226,70% |
| TOTAL | 125 910 000 | 121 808 435 | 66 654 000 | 57 122 000 | 123 776 000 | 101,62% |

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT)

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI à fin décembre 2022 se chiffrent à hauteur de 50,27 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 54,25 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 92,67%, inférieur à la cible de la prévision annuelle. En comparaison à la même période de l'exercice 2021, une baisse de 14,50% a été constatée.

Cette contre-performance de la DGDDI s'explique en partie par :

- Le volume très élevé des exonérations qui s'élève à hauteur 98,76 milliards de francs CFA, ce qui constitue un manque à gagner énorme pour l'Etat ;

- La baisse du niveau des importations due aux préjudices subies par les opérateurs économiques du fait des tracasseries routières ainsi que les conséquences de la guerre en Ukraine ;
- La baisse drastique de la fiscalité pétrolière en liaison à la hausse du prix du baril sur le marché mondial.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique.

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

| | Réalisation à fin décembre 2021 | Prévision Collectif 2022 | Total réalisation au 1er semestre 2022 | Total réalisation au 2e semestre 2022 | Total réalisation à fin décembre 2022 | Taux de réalisation |
|-----------------------------|---------------------------------|--------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|
| Recettes fiscales | 53 441 160 | 50 995 225 | 27 879 970 | 19 394 166 | 47 274 136 | 92,70% |
| Droits de sorties | 418 792 | 566 871 | 321 567 | 215 589 | 537 156 | 94,76% |
| Amendes et pénalités | 459 160 | 176 645 | 90 837 | 67 180 | 158 017 | 89,45% |
| Recettes affectées | 3 450 834 | 1 985 863 | 893 155 | 755 250 | 1 648 405 | 83,01% |
| Autres Recettes | 1 030 054 | 525 396 | 455 471 | 199 815 | 655 286 | 124,72% |
| TOTAL | 58 800 000 | 54 250 000 | 29 641 000 | 20 632 000 | 50 273 000 | 92,67% |

Source : DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Sur une prévision annuelle de 57,13 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré au 31 décembre 2022 un montant total de 49,87 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 87,28%, ce qui est inférieur à la cible attendue. Comparativement à la même période en 2021, la mobilisation des recettes de la DGID a connu une hausse de 2,35% en dépit de cette contreperformance sur la période sous revue.

Le tableau ci-dessous présente les réalisations de la DGID jusqu'au 31 décembre 2022.

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID à fin décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

| | Réalisation à fin décembre 2021 | Prévision Collectif 2022 | Réalisation au 1er semestre 2022 | Réalisation au 2e semestre 2022 | Réalisation à fin décembre 2022 | Taux |
|--|---------------------------------|--------------------------|----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------|
| Recettes fiscales | 43 559 235 | 50 225 047 | 24 597 922 | 19 146 798 | 43 744 720 | 87,10% |
| Recettes non fiscales | 4 122 099 | 5 244 750 | 2 516 097 | 1 999 404 | 4 515 501 | 86,10% |
| Recettes sur exercices antérieurs | 3 994 | 611 316 | 239 630 | 233 046 | 472 676 | 77,32% |
| Produits divers et exceptionnels | 1 036 672 | 1 051 235 | 733 351 | 400 752 | 1 134 103 | 107,88% |
| TOTAL | 48 722 000 | 57 132 348 | 28 087 000 | 21 780 000 | 49 867 000 | 87,28% |

Source : DGID et PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

A fin décembre 2022, la DGTCP a mobilisé au total 23,64 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 10,43 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de plus de 220%. Ce taux élevé s'explique par la comptabilisation des retenues sur salaires dans les performances de la DGTCP, et aux autres recettes liées aux banques commerciales (dépôt de correspondants de la BPMC et le reste de la prise de participation de la BGF1-BANK).

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin décembre 2022.

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

| | Prévision Collectif 2022 | Réalisation au 1er semestre 2022 | Réalisation au 2e semestre 2022 | Réalisation à fin décembre 2022 | Taux |
|------------------------|--------------------------|----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|----------------|
| Recettes non fiscales | 7 298 261 | 3 731 968 | 6 150 263 | 9 882 231 | 135,41% |
| Produits exceptionnels | 3 127 826 | 5 194 032 | 3 774 757 | 8 968 769 | 286,74% |
| Taxes et Redevances | | | | - | |
| Produits financiers | | | 4 785 000 | 4 785 000 | |
| TOTAL | 10 426 087 | 8 926 000 | 14 710 000 | 23 636 000 | 226,70% |

Source : DGTCP

b) Les emprunts

Au 31 décembre 2022, le montant des emprunts constitué uniquement du bon du Trésor s'élève à hauteur de 46,03 milliards de francs CFA.

II.1.2) Ressources Extérieures

Les ressources extérieures sont constituées des Appuis budgétaires et des Appuis projets. Au 31 décembre 2022, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à 95,42 milliards de francs CFA. Ces ressources sont constituées des Appuis budgétaires (DTS-FMI : 50,46 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (44,96 milliards de francs CFA).

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

L'analyse des dépenses de l'Etat exécutées au 31 décembre 2022 est faite à partir des données extraites du nouvel applicatif Sim_ba et celles fournies par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

Au 31 décembre 2022, l'exécution des dépenses par titre de l'Etat affiche un niveau de réalisation de 218,86 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 280,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 77,91%. En comparaison à la réalisation de l'année dernière de la même période, une baisse de 09,44% a été enregistrée.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 31 décembre est décrite dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

| | Réalisation à fin décembre 2021 | Prévision Collectif 2022 | Réalisation au 1er semestre 2022 | Réalisation au 2e semestre 2022 | Réalisation fin décembre 2022 | Taux de réalisation |
|---------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|----------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| CHARGES | 241 660 551 | 280 919 440 | 105 975 409 | 127 283 768 | 233 259 177 | 83,03% |
| Dépenses primaires | 188 984 375 | 190 623 449 | 85 541 079 | 86 892 287 | 186 833 366 | 98,01% |
| Personnel | 77 563 730 | 82 880 963 | 41 869 419 | 44 783 646 | 86 653 065 | 104,55% |
| Biens et Services | 52 514 991 | 40 266 382 | 20 788 000 | 20 189 811 | 40 977 811 | 101,77% |
| Transferts et subventions | 40 653 260 | 47 596 888 | 19 335 000 | 26 287 108 | 45 622 108 | 95,85% |
| Investissement sur ressources propres | 18 252 394 | 19 879 216 | 3 548 660 | 10 031 722 | 13 580 382 | 68,31% |
| Charges Financières | 410 837 | 5 818 690 | | | - | |
| Financements extérieurs | 52 265 339 | 82 995 501 | 20 434 330 | 24 522 131 | 44 956 461 | 54,17% |
| <i>Personnel</i> | | 7 645 755 | 1 154 273 | 2 274 440 | 3 428 713 | 44,84% |
| <i>Biens et Services</i> | | 302 286 | 989 709 | 4 077 713 | 5 067 422 | 1676,37% |
| <i>Investissements</i> | | 75 047 460 | 18 290 348 | 18 169 978 | 36 460 326 | 48,58% |
| Autres Dépenses | | 1 481 800 | | 1 469 350 | 1 469 350 | 99,16% |

Source : DGB (Sim_ba)

a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux transferts et subventions et aux investissements sur ressources propres.

A fin décembre 2022, elles s'élèvent à 186,83 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 190,62 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 98,01%.

i) Dépenses du personnel

Les dépenses du personnel à fin décembre 2022 s'élèvent à hauteur de 86,65 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 104,55%, supérieur à la prévision annuelle 82,88 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par le recrutement des forces de défense et de sécurité en liaison à la mise en œuvre de la loi de programmation militaire.

ii) Dépenses des biens et services

Au 31 décembre 2022, les dépenses des biens et services ont été exécutées pour un montant de 40,98 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 40,27 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 101,77%. Cette situation s'explique par la prise en compte des restes à payer de l'exercice 2021 qui a été exécuté au cours de la période complémentaire.

En comparaison à l'année 2021 de la même période, le montant des dépenses des biens et services a enregistré une baisse de 21,97% en liaison aux efforts de la maîtrise des dépenses.

iii) Dépenses de transferts et subventions

A fin décembre 2022, le montant des dépenses de transferts et subventions s'élève à 45,62 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 47,60 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 95,85%. Comparativement à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 12,22% est observée.

iv) Dépenses d'investissement sur Ressources Propres

L'exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffre à 13,58 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 19,88 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 68,31%. Ce faible niveau d'exécution s'explique par les difficultés financières qui n'ont pas permis de prendre en charge une bonne partie des dépenses d'investissement sur ressources propres.

Par rapport à la même période de l'année dernière, une baisse de 25,60% a été observée.

b) Dépenses relatives à la charge financière

Le montant prévisionnel des dépenses relatives à la charge financière au titre de l'année 2022 se chiffre à hauteur de 5,82 milliards de francs CFA.

Les charges financières sont des opérations de trésorerie, et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations y relatives. Au 31 décembre 2022, aucune opération de régularisation n'a été effectuée due à l'absence des informations.

c) Financement extérieur

Sur une prévision annuelle de 82,99 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses sur ressources extérieures se chiffrent à hauteur de 44,96 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de 54,17%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière, une baisse de 13,98% a été observée.

d) Autres dépenses

Les Autres dépenses sont constituées des dépenses relatives aux actions gouvernementales, aux fonds spéciaux et aux charges exceptionnelles accordées à certains départements ministériels et institutions de la République.

A fin décembre 2022, les Autres dépenses ont atteint le montant de 1,47 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,48 milliard de francs CFA, soit un taux d'exécution de 99,16%.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par ordre de paiement

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont les frais liés aux évacuations sanitaires, aux missions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ainsi que les frais des manifestations. Au 31 décembre 2022, le montant de ces dépenses s'élève à hauteur de 6,16 milliards de francs CFA, correspondant à 6,1% des dépenses totales hors salaires et investissement sur ressources extérieures.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées en Ordre de Paiement.

Tableau n°8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

| Nature des dépenses | Exécution OP à fin décembre 2021 | Prévision Collectif 2022 | Exécution OP au 1er semestre 2022 | Exécution OP au 2e semestre 2022 | Exécution OP à fin décembre 2022 |
|------------------------|----------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Charges Financières | | 5 818 690 | | | - |
| Biens et services | 5 571 748 | 40 266 382 | 1 908 983 | 3 286 535 | 5 195 518 |
| Intervention | | 47 596 888 | 203 671 | 761 661 | 965 332 |
| Investissement sur BEC | 1 803 982 | 19 879 216 | | | - |
| Autres Dépenses | | 1 481 800 | | | - |
| Total | 7 375 730 | 115 042 976 | 2 112 654 | 4 048 196 | 6 160 850 |

Source : DGB (Sim_ba)

II.2.3) Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La Classification Fonctionnelle a pour objet de classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques. Elle recense les dépenses selon leur origine ou selon leur destination, c'est-à-dire suivant les différentes fonctions et tâches que les différentes Administrations remplissent.

Au cours de l'année 2022, les dépenses par classification fonctionnelle montre un niveau d'exécution diverse et variée. Aucune des dépenses par Classification Fonctionnelle n'a atteint le seuil de 70%. Toutefois, les dépenses base engagement liées à la *Protection de l'Environnement* et la *Santé*, ont dépassé chacune un taux d'exécution de 60%.

Le tableau suivant met en exergue l'exécution des dépenses par classification fonctionnelle :

Tableau n°9 : Récapitulatif des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA) :

| Code CFAP | Intitulé fonction | Prévision Collectif 2022 | Engagé | Taux d'exécution. |
|----------------------|---|--------------------------|-------------------|-------------------|
| 01 | Services généraux des administrations publiques | 187 413 060 | 70 629 363 | 37,69% |
| 02 | Défense | 16 120 437 | 4 557 657 | 28,27% |
| 03 | Ordre et sécurité publics | 8 857 055 | 3 490 913 | 39,41% |
| 04 | Affaires économiques | 32 455 906 | 1 337 533 | 4,12% |
| 05 | Protection de l'environnement | 109 247 | 70 864 | 64,87% |
| 06 | Logements et équipements collectifs | 8 359 425 | 1 074 841 | 12,86% |
| 07 | Santé | 3 868 132 | 2 647 747 | 68,45% |
| 08 | Loisirs, culture et culte | 2 133 588 | 807 611 | 37,85% |
| 09 | Enseignement | 19 627 369 | 7 363 281 | 37,52% |
| 10 | Protection sociale | 1 975 221 | 125 827 | 6,37% |
| Total général | | 280 919 440 | 92 105 637 | 32,79% |

Source : DGB

II.2.4) Analyse des dépenses sociales hors salaires

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion de la Femme, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 78,85 milliards de francs CFA et leur exécution pour l'année 2022 se chiffre à 29,26 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 37,11%.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Fonctionnement

Pour une prévision globale de 12,68 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de fonctionnement du secteur social se chiffre à 11,29 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 89,02%.

b) Intervention

Sur une prévision annuelle de 10 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 7,38 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 73,76%.

c) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement au 31 décembre 2022 s'élève à 10,58 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 56,16 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 18,85%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°10 : Récapitulatif des dépenses sociales hors salaires (en milliers de francs CFA) au 31 décembre 2022 :

| | Dotations Collectives 2022 | Réalisations au 1er semestre 2022 | Réalisations au 2e semestre 2022 | Réalisations à fin décembre 2022 | Taux d'exécution |
|-----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------|
| Education | 14 276 142 | 2 096 083 | 6 335 653 | 8 431 736 | 59,06% |
| Titre III: Biens et Services | 3 925 265 | 521 177 | 3 036 187 | 3 557 364 | 90,63% |
| Titre IV: Transferts | 2 686 250 | 217 494 | 1 745 035 | 1 962 529 | 73,06% |
| Titre V: Investissements | 7 664 627 | 1 357 412 | 1 554 431 | 2 911 843 | 37,99% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 1 814 627 | 139 347 | 1 554 431 | 1 693 778 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 5 850 000 | 1 218 065 | | 1 218 065 | |
| Santé | 22 085 682 | 5 261 090 | 7 687 202 | 12 948 292 | 58,63% |
| Titre III: Biens et Services | 7 651 507 | 2 397 273 | 4 469 489 | 6 866 762 | 89,74% |
| Titre IV: Transferts | 3 824 000 | | 2 797 763 | 2 797 763 | 73,16% |
| Titre V: Investissements | 10 610 175 | 2 863 817 | 419 950 | 3 283 767 | 30,95% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 427 675 | | 419 950 | 419 950 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 10 182 500 | 2 863 817 | | 2 863 817 | |
| Action Humanitaire | 1 917 488 | 128 648 | 115 885 | 244 533 | 12,75% |

| | | | | | |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------|
| Titre III: Biens et Services | 119 444 | 34 092 | 63 707 | 97 799 | 81,88% |
| Titre IV: Transferts | 781 694 | 92 057 | 35 833 | 127 890 | 16,36% |
| Titre V: Investissements | 1 016 350 | 2 499 | 16 345 | 18 844 | 1,85% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 16 350 | 2 499 | 16 345 | 18 844 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 1 000 000 | | | - | |
| Promotion du Genre | 671 884 | 33 716 | 488 978 | 522 694 | 77,80% |
| Titre III: Biens et Services | 129 194 | 27 624 | 64 141 | 91 765 | 71,03% |
| Titre IV: Transferts | 343 690 | 2 500 | 299 999 | 302 499 | 88,02% |
| Titre V: Investissements | 199 000 | 3 592 | 124 838 | 128 430 | 64,54% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 99 000 | | 124 838 | 124 838 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 100 000 | 3 592 | | 3 592 | |
| Développement Rural | 22 224 975 | 1 995 554 | 1 353 305 | 3 348 859 | 15,07% |
| Titre III: Biens et Services | 254 586 | 2 801 | 219 507 | 222 308 | 87,32% |
| Titre IV: Transferts | 1 931 190 | 940 125 | 879 065 | 1 819 190 | 94,20% |
| Titre V: Investissements | 20 039 199 | 1 052 628 | 254 733 | 1 307 361 | 6,52% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 389 199 | 22 892 | 254 733 | 277 625 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 19 650 000 | 1 029 736 | | 1 029 736 | |
| Elevage et Santé Animale | 343 347 | 113 491 | 154 546 | 268 037 | 78,07% |
| Titre III: Biens et Services | 137 468 | 50 992 | 27 413 | 78 405 | 57,04% |
| Titre IV: Transferts | 168 379 | 60 000 | 92 145 | 152 145 | 90,36% |
| Titre V: Investissements | 37 500 | 2 499 | 34 988 | 37 487 | 99,97% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 37 500 | 2 499 | 34 988 | 37 487 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | | | | - | |
| Energie | 17 123 252 | 1 852 419 | 1 459 520 | 3 311 939 | 19,34% |
| Titre III: Biens et Services | 434 550 | 131 683 | 224 118 | 355 801 | 81,88% |
| Titre IV: Transferts | 113 702 | 30 229 | 45 223 | 75 452 | 66,36% |
| Titre V: Investissements | 16 575 000 | 1 690 507 | 1 190 179 | 2 880 686 | 17,38% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 2 947 000 | 148 264 | 1 190 179 | 1 338 443 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 13 628 000 | 1 542 243 | | 1 542 243 | |
| PME-PMI | 206 455 | 86 935 | 94 649 | 181 584 | 87,95% |
| Titre III: Biens et Services | 32 831 | 11 937 | 10 278 | 22 215 | 67,66% |
| Titre IV: Transferts | 156 000 | 71 250 | 71 250 | 142 500 | 91,35% |
| Titre V: Investissements | 17 624 | 3 748 | 13 121 | 16 869 | 95,72% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 17 624 | 3 748 | 13 121 | 16 869 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | | | | - | |
| Total Biens et Services | 12 684 845 | 3 177 579 | 8 114 840 | 11 292 419 | 89,02% |
| Total Transferts | 10 004 905 | 1 413 655 | 5 966 313 | 7 379 968 | 73,76% |
| Total Investissements | 56 159 475 | 6 976 702 | 3 608 585 | 10 585 287 | 18,85% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 5 748 975 | 319 249 | 3 608 585 | 3 927 834 | 68,32% |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 50 410 500 | 6 657 453 | - | 6 657 453 | 13,21% |
| TOTAL GENERAL | 78 849 225 | 11 567 936 | 17 689 738 | 29 257 674 | 37,11% |

Sources : DGB, DGPE (MEPC)

II.2.5) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépense regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et frais de transport) et les dépenses d'évacuation sanitaires (frais de transport et frais d'hospitalisation).

Au 31 décembre 2022, les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 3,23 milliards francs CFA pour une prévision annuelle de 3,46 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 93,23%.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 0,72 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,05 milliard de francs CFA, représentant un taux d'exécution de près de 69%.

L'exécution des dépenses spécifiques par nature économique se présente comme dans le tableau ci-après.


Tableau n°11 : Exécution des dépenses spécifiques au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

| Natures des dépenses | Prévision Collectif 2022 | 1er semestre 2022 | 2e semestre 2022 | Exécution à fin décembre 2022 | Taux d'exécution |
|--------------------------------|--------------------------|-------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
| Mission à l'étranger | 3 461 466 | 1 447 390 | 1 779 843 | 3 227 233 | 93,23% |
| <i>Indemnités</i> | 1 900 000 | 867 748 | 842 295 | 1 710 043 | 90,00% |
| <i>Frais de transport</i> | 1 561 466 | 579 642 | 937 548 | 1 517 190 | 97,16% |
| Evacuation sanitaire | 1 050 000 | 282 135 | 442 246 | 724 381 | 68,99% |
| <i>Frais de transport</i> | 200 000 | 96 113 | 90 200 | 186 313 | 93,16% |
| <i>Frais d'hospitalisation</i> | 850 000 | 186 022 | 352 046 | 538 068 | 63,30% |

Source : DGB (Sim_ba)

III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget en 2022 a été perturbée par les effets pervers de la crise Russo-Ukrainienne avec des conséquences sur l'activité économique. En outre, la RCA n'ayant pas bénéficié des appuis budgétaires pour financer le gap du budget conjugué à la perte de recettes a été obligée de revoir les prévisions de la Loi de Finances initiale à travers un collectif budgétaire au mois de septembre 2022. Ceci, en vue de tenir compte de la baisse des recettes notamment de la fiscalité pétrolière tout en réduisant les dépenses jugées non prioritaires. Cette situation qui risque de perdurer doit amener le Gouvernement à prendre des mesures rigoureuses pour mobiliser plus de recettes domestiques, et poursuivre le contingentement de certaines dépenses en 2023. Si le Gouvernement n'arrive pas à renouer avec le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit du FMI, on assisterait à une tension de trésorerie accrue en 2023.


Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget